

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Une charte d'éthique pour juguler le phénomène de la violence

Pour juguler le phénomène de la violence qui sape le microclimat social et la stabilité de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, une charte d'éthique est en cours d'élaboration.

Un projet dont les contours et les objectifs ont été évoqués lors d'une journée d'étude qui a mis au centre des débats la violence sous toutes ses formes. Une manière de sensibiliser et de susciter, par la réflexion, l'adhésion de l'ensemble des acteurs autour de ce projet qui sera soumis à adoption par l'ensemble de la communauté universitaire. Les principes éthiques contenus dans la charte seront validés par une commission d'éthique qui veillera à leur application. Une manière parmi d'autres de combattre la violence, d'instaurer plus de régulation et de

corriger les désordres et les dysfonctionnements nuisibles à la stabilité de l'université.

C'est ce qu'a expliqué M. Ahmed Tessa, recteur de l'UMMTO, lors de son laïus inaugural de la journée d'hier, déplorant les actes de violence qui se sont produits au sein et dans l'environnement immédiat de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, citant l'exemple de deux étudiants qui ont été assassinés au courant de cette année, appelant à l'adhésion et à la mobilisation de tous les acteurs pour la réussite de ce projet et juguler la

violence. D'autres formes de violence ordinaire ou se manifestant de manière sournoise et symbolique sont vécues au quotidien au sein de l'université. Il citera, dans ce sens, les dysfonctionnements de l'administration dont sont souvent victimes les étudiants et quelquefois des partenaires de l'université. «Lorsque les étudiants sont mal reçus dans les services administratifs ou sont obligés d'attendre de longs mois pour la signature de leur diplôme ou lorsqu'on met beaucoup de temps pour le paiement d'un fournisseur, cela ne peut s'appeler que de la violence», a déploré le recteur qui a appelé à la fin de ces pratiques bureaucratiques et ces dysfonctionnements, exhortant «ceux qui ne veulent pas suivre la ligne choi-

sie», s'adressant, visiblement, à tous les intervenants au niveau de la hiérarchie administrative de l'université, à «quitter le navire».

Le premier responsable de l'UMMTO insistera sur l'urgence de modernisation (numérisation) de l'administration. Ce chantier, «qui rencontre des résistances», permettra, dès sa finalisation, aux étudiants comme aux fonctionnaires d'obtenir des documents administratifs à distance.

Se plaçant sur la même longueur d'ondes que les autorités rectorales, le coordinateur du Cnas plaide pour que les termes de la charte d'éthique soient acceptés par tous les membres de la communauté universitaire. Selon ce syndicaliste, l'université retrouve sa stabilité pour assurer

sa responsabilité sociale. La parole sera donnée, ensuite, à trois conférenciers qui ont abordé sous l'angle de la réflexion le thème de la violence.

Dans son exposé, le Pr Messaoudi, psychiatre et doyen de la Faculté de médecine de l'UMMTO, parlera du phénomène du suicide.

Abderazak Idir, vice-recteur chargé de la recherche, a proposé une analyse du phénomène de la violence. Concept protéiforme et polysémique, la violence se manifeste sous diverses formes, expliquera le conférencier.

Un sujet traité sous un autre angle par le Dr Boudarène, psychiatre, qui parlera du binôme violence et droits de l'Homme.

S. A. M.

FOUKA (TIPASA)

Relogement de 62 familles

Dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, la daïra de Fouka, sise à 50 kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Tipasa, a procédé récemment au relogement de 62 familles provenant des agglomérations urbaines de Fouka, dénommées Ben Henni et Hai Si-M'hamed-Bouguerra.

Les familles issues de cet habitat précaire, ont été relogées dans la cité des 100 logements, au sein de la cité dénommée «Hai Bendoumi», dans le cadre du programme de la résorption de l'habi-

tat précaire (RHP).

Des moyens importants matériels et humains ont été mobilisés pour la réussite de cette opération et permettre, ainsi, le recasement de la totalité des familles recensées

dans le cadre du programme RHP.

Les deux sites Ben-Henni et Si-M'hamed-Bouguerra, sitôt évacués, une opération de prévention d'une occupation illicite éventuelle des habitats libérés a requis outre la démolition des bidonvilles, mais aussi leur clôture.

L'assiette des terrains qui seront récupérés après la démolition des constructions précaires dans les deux sites permettra au niveau du

site Ben-Henni, outre l'achèvement d'un CEM et d'un lycée, la réalisation d'une école primaire.

Quant au terrain récupéré au niveau du site M'hamed-Bouguerra, il abritera un stade de proximité et une annexe communale. Nous avons appris, par ailleurs, que cette opération de RHP à Fouka verra le relogement de 250 familles.

Houari Larbi

MOSTAGANEM

Distribution de 640 logements de type AADL 2

Cette opération place la wilaya de Mostaganem parmi les premières wilayas du pays ayant procédé à la distribution de logements de type location-vente AADL 2 (lancé en 2013) après la clôture du programme AADL 1 en 2016, a indiqué le directeur régional de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement(AADL).

Hier mardi, s'est déroulée la cérémonie de la remise des clés des logements AADL 2, de type

location-vente, une distribution qui concerne les postulants ayant déposé leur demande en 2013.

Tous les logements inscrits dans le programme AADL 2 seront remis avant la fin de l'année a-t-on promis à tous les souscripteurs. C'est sous un chapiteau dressé au milieu des immeubles de la nouvelle cité de Hassi Mamèche, que le wali Abdelouahid Temmar, en présence du directeur régional de l'AADL et des autorités locales, a remis les clés à une cinquantaine de souscripteurs qui ont exprimé leur joie et soulagement en accédant à leurs

logements de type F3 et F4. Le site de Hassi Mamèche qui comprend 324 logements répond à toutes les règles et les normes de l'urbanisme, de même pour le site de Sayada qui totalise 316 logements.

D'autres distributions de logements du même dispositif suivront au fur et à mesure, au courant de l'année dès l'achèvement des travaux de finition des logements.

A. B.

Le maire de Aïn Nouissy condamné en appel à 1 an de prison avec sursis

La saga des condamnations de maires continue dans la wilaya de Mostaganem.

Après plusieurs maires qui ont eu affaire à la justice dont celui de Mostaganem condamné en première instance à 3 ans de prison ferme, cette fois, c'est au tour du premier magistrat de la commune des Thermes de Aïn Nouissy, d'être condamné avant-hier par la cour d'appel à une peine d'un an de prison avec sursis assortie d'une amende de 20. 000 DA sachant que la première peine prononcée par le tribunal correctionnel est de 2 ans de prison ferme.

La peine prononcée par la cour d'appel reste une condamnation pénale et le maire risque de tomber sous le coup des dispositions des articles 43 et 44 de la loi 11/10 du 22 juillet 2011 relative à la commune.

En effet, la nouvelle condamnation donne les pleins pouvoirs au wali de suspendre ou de mettre fin aux fonctions d'un maire à la suite d'une décision de condamnation prononcée par une juridiction pénale.

Le maire était accusé d'un recrutement préférentiel d'une offre d'emploi dans sa municipalité. Cinq jeunes demandeurs d'emploi ayant concouru à des postes administratifs au niveau de l'APC de Aïn Nouissy mais n'étant pas portés sur la liste des admis ont porté plainte contre le maire.

A. B.

TLEMCEM

Ce courrier qui n'arrive jamais

Il y a plus de dix ans, dans cette même rubrique, nous faisons part du désarroi des habitants des quartiers ouest de la commune de Mansourah, les 400 logements, cité el-Habak, Hay-el-Badr et toutes les localités du champ de tir, sur l'absence de facteur. Ce problème a eu de graves répercussions sur certaines personnes qui ont payé cher la disparition de leur courrier.

Inutile de revenir sur ces cas, car le problème n'est toujours pas réglé et aujourd'hui on est en droit de s'interroger sur la non-distribution du courrier à leurs destinataires.

Algérie Poste n'a-t-elle plus les moyens de recruter des préposés à la distribution du courrier, et cela conformément au droit universel de la poste ? Le timbre-poste à lui seul est considéré comme un engagement à faire parvenir tous documents timbrés à leurs destinataires.

Cette question mérite d'être posée aujourd'hui et pour cause, de hauts responsables de ce secteur nous assurent que l'Algérie s'apprête à venir en aide à des pays voisins (africains) pour leur assurer une couverture internet.

C'est une action louable certes, sauf que le recrutement d'un facteur chez nous pose encore problème. Le receveur du bureau de poste de la cité des Jasmins à Imama est contraint de fermer «la recette» pour faire le facteur.

Dans ces localités, à l'exception des redevances de la Sonelgaz et de l'ADE, pas la moindre trace de tout autre courrier. Le cas le plus courant, ce sont les factures de téléphone qui n'arrivent jamais, une fois votre ligne téléphonique coupée, vous êtes obligés de régulariser une situation dont la responsabilité incombe à... Algérie Poste.

M. Zenasni

COUR DE CHLEF

11 membres d'une même famille condamnés à 2 ans de prison pour désordre en salle d'audience

C'est un évènement rarissime qui vient d'avoir lieu dans une salle d'audience de la cour de justice de Chlef où se déroulait le jugement en appel d'un habitant qui avait été condamné à une peine de réclusion de 7 ans en première instance, accusé d'avoir commis des vols de cheptel.

Plusieurs membres de sa famille, 5 hommes et 6 femmes, qui, dès que la sentence de la confirmation du premier jugement fut tombée, contestant le jugement, se sont mis unanimement à pousser des cris, et les femmes, dans un état d'hystérie collective, ont commencé à déchirer leurs vêtements et à insulter la cour, devant toute l'assistance, et ce, malgré l'important dispositif de sécurité. Il s'en est suivi des scènes de désordre indescriptibles. Il a fallu l'intervention des agents de sécurité pour mettre fin à l'anarchie.

Les 11 personnes inculpées pour outrage à la cour, outrage à magistrat, provocation, désordre, contestation de jugement rendu, ont écopé, au cours d'une séance qui a suivi, de 2 ans de prison ferme chacune.

Karim O.